



## Comité de suivi « décroisement sécurité routière » du 8 mars 2017

**FO lance un appel à la loyauté, à la transparence...et tout simplement au respect des agents !**

Après le transfert désastreux de la DSCR au ministère de l'Intérieur, puis celui des inspecteurs et délégués du permis de conduire en privatisant au passage une partie de leurs missions, le MEEM et le MI ont conclu une convention permettant pour les DDT(M) et DREAL une mise à disposition globale des ETP correspondant aux missions « sécurité routière ». **Une convention permettant de ne pas devoir « décroiser » individuellement près de 900 agents** bénéficiant d'une expérience acquise par des parcours au sein des corps et services du MEEM, exerçant au sein de services à caractère opérationnel et transversaux...et non pas isolés dans un bureau jouxtant celui du Préfet ! Une solution qui permet de ne pas bêtement segmenter l'exercice de missions imbriquées entre MI et MEEM.

**Un dispositif qui a démontré qu'il fonctionnait...mais n'est-ce pas ce qu'on lui reproche ?**

A l'approche de la fin de sa période de reconduction, alors que les bruits de couloir allaient bon train dans les services, **les interpellations opérées en CT des DDI fin 2016 ont permis de faire sortir le ministère de l'Intérieur de l'ombre.** Et d'amener sous la pression du SGG le Secrétaire général de ce ministère à venir lui même s'exprimer lors du CT des DDI du 7 février dernier.

**L'occasion pour l'ensemble des organisations syndicales du CT des DDI d'adopter une résolution :**

**CONTRE**

***le décroisement individuel des agents assurant les missions sécurité routière au 1er janvier 2018, préfigurant la disparition des compétences techniques mobilisables et le transfert des missions en préfecture***

Pour FORCE OUVRIERE, la présente réunion ne peut en aucun cas constituer un simple jalon sur le planning de ce chantier de démolition et **réaffirme ses demandes formulées à l'occasion du CTM du MEEM du 19 janvier dernier, à l'occasion du CT des DDI du 7 février, et par courrier au DRH du MEEM le 27 février.**

Ainsi, en préalable à l'ouverture de toute concertation, et en amont de toute décision ou mesure, **FO exige** :

- la présentation **des conclusions de l'inspection sur le bilan du transfert des missions « sécurité routière » au ministère de l'Intérieur** (à laquelle [FO a contribué](#) en 2015), sous embargo à ce stade ;
- la communication **de la cartographie nominative des agents concernés**.

Un refus témoignerait de la volonté assumée de l'administration, à son plus haut niveau, **de passer outre tout principe de loyauté, de transparence et tout simplement de respect des agents**.

**Des agents qui ignorent à ce stade qu'ils sont potentiellement concernés**...y compris des agents du MAAF ou du ministère des Finances ! Et quand ils le découvrent via le canal syndical, ils n'hésitent pas à faire remonter et exprimer leurs grandes inquiétudes.

Des agents qui, par conséquent, **n'ont aucune latitude à s'inscrire dans une recherche de poste dans le cadre d'un cycle ministériel autorisant une mobilité d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2018**, en contradiction avec les affirmations des documents préparatoires transmis en préalable à cette réunion. Sans même attendre cette échéance, **le rouleau compresseur plan « Préfecture Nouvelle Génération » entraîne d'ores et déjà des transferts forcés d'agents des DDT vers les préfectures**, et ce dans certain nombre de départements.

**Les documents fournis par l'administration sont donc marqués du saut du mensonge...et de maigres engagements qui n'engagent que ceux qui ne seront plus là pour les respecter dans la durée.**

Aussi, **FO exclut tout transfert au 1<sup>er</sup> janvier 2018** pour les 850 agents potentiellement concernés – mais qui ne le savent pas encore - **et attend simplement de cette réunion** :

- **l'annonce de la prorogation de la convention entre les 2 ministères** a minima pour 2017/2018, sans préjuger du paysage ministériel qui sera en place mi 2017 ;
- **l'engagement sur un moratoire sur les transferts de postes en préfecture** sous couvert du plan « Préfecture Nouvelle Génération »

**L'occasion d'éviter de rendre l'absurdité non réversible à quelques mois des échéances électorales!!**

Je vous remercie.